

« Si tu diffères de moi, mon frère,
loin de me léser, tu m'enrichis. »

Antoine de Saint-Exupéry

AVANCER ENSEMBLE

Journal des communistes
de
Villabé

Mars-avril 2012

UN ESPOIR EST NÉ

L'espérance est dans plus d'un cœur et d'une tête aujourd'hui. Il apparaît de plus en plus possible de chasser Sarkozy de l'Élysée et d'imposer la prise en compte de nos attentes de changement.

Les sondages – à prendre avec précaution – font état des possibilités de succès de la gauche. Les initiatives du Front de gauche montrent une mobilisation dynamique et consciente sur les propositions politiques à mettre en œuvre pour mieux vivre. Les succès des rassemblements avec le Front de gauche, partout et notamment ceux avec Jean-Luc Mélenchon, sont une donnée marquante d'une situation recelant de réelles potentialités. Celui-ci a d'ailleurs franchi le cap symbolique des 10% d'intentions de vote alors que François Hollande est en situation de battre nettement Nicolas Sarkozy au deuxième tour.

Au porte à porte, pendant nos rencontres sur la place du village, à la gare, en discutant avec nos voisins, nous débattons avec des Villabéennes et des Villabéens qui, encore inquiets sur le succès électoral possible, font part de leurs exigences pour une autre politique de progrès, d'honnêteté, résolue à défendre les intérêts de notre peuple, à ouvrir des perspectives d'avenir. Nombreux sont celles et ceux, parfois tentés par l'absentéisme, qui retrouvent confiance et espoir dans leurs capacités à influencer par leur vote sur des choix qui vont conditionner leur vie quotidienne et celles de leurs proches. Libérés de l'angoisse de voir l'extrême droite figurer au second tour, constatant que Jean-Luc Mélenchon lui fait non seulement baisser les yeux mais perdre des électeurs. Beaucoup s'apprêtent à utiliser le vote Front de gauche comme une arme efficace pour se faire entendre.

Le vote utile dont on nous parle s'apparente de plus en plus au travail entrepris par le Front de gauche et le vote pour son candidat. Ils sont vécus comme se construisant non contre le PS, mais comme le moyen et de battre Sarkozy et de muscler la gauche pour un vrai changement. Quand les deux compo-

santes de la gauche sont fortes – se rappeler 1981 – la droite est battue et le changement politique est à l'ordre du jour. Il redevient possible, non seulement d'imaginer que nous vivons les derniers jours de la droite au pouvoir, mais aussi les temps premiers d'une renaissance démocratique et d'une politique de gauche dictée non par le consensus mais par la détermination à combattre la dictature de l'argent.

Des majorités d'idées et d'actions sont possibles si notre peuple s'en mêle. Peut devenir majoritaire, contre les logiques d'austérité, l'exigence d'une relance de l'activité fondée sur l'augmentation des salaires, la revalorisation nette du SMIC, des retraites, des pensions. Peut devenir majoritaire la nécessaire reconquête de la retraite à 60 ans pour tous financée par la mise à contribution des revenus du capital et de la spéculation. Peut devenir majoritaire la proposition de nationaliser les grandes banques et de fonder un pôle public bancaire et financier en changeant le rôle de la BCE. Peut devenir majoritaire l'exigence de réinvestissement massif dans les services publics. Peut devenir majoritaire l'idée que travailler, se loger, se nourrir, se soigner, se cultiver sont des droits fondamentaux qui doivent être garantis à tous en toutes circonstances. Peut devenir majoritaire le principe de refondation d'une Europe sociale, démocratique et écologique.

S'emparer du bulletin de vote est le meilleur moyen de construire une victoire solide et durable, de rendre un tel succès utile à toutes celles et tous ceux qui souffrent et vivent inquiets pour eux et leurs familles, qui veulent recouvrer fraternité et solidarité. Une victoire présidentielle ne sera rien si elle n'est pas garantie par une majorité parlementaire capable de voter les lois d'un changement véritable, celles qui reprendront les rênes du pouvoir aux marchés financiers. Les élections législatives qui suivront la présidentielle seront capitales pour aller dans cette voie. Alors, on s'y met tous !

Daniel LEGEROT

***Le vote utile
dont on nous parle
s'apparente
de plus en plus
au travail entrepris
par le Front de
gauche et le vote
pour son candidat.***

Épilogue provisoire

La course du fanatique meurtrier s'est arrêtée comme elle avait commencé, dans le sang. Le sien et celui des policiers du Raid qui ont courageusement tenté de l'interpeller. Le pays, révolté par le crime, éprouve du soulagement. Désormais, le temps des questions s'ouvre. Aucune zone d'ombre ne devra rester sur le parcours du tueur et sur son suivi par les services secrets français. Cela demandera autre chose que les tirades de comptoir et les mises en cause expéditives auxquelles s'est livrée Marine Le Pen. En revanche, il faut sans délai déjouer

les opérations de récupération. Les plus odieuses viennent de l'extrême droite qui tente de nourrir les flammes de la haine des immigrés, en les alimentant de la barbarie d'un parcours raciste.

Odieux paradoxe d'un courant qui, de « *Durafour crématoire* » au « *détail de l'histoire* » en passant par « *la préférence nationale* », les citations de Brasillach et les bals aux bras des néonazis autrichiens, n'a cessé de cultiver les pires penchants.

LE TRAITÉ MERKOZY : LA « RÈGLE D'OR » DE LA FINANCE

Toute la « finance » est donc au rendez-vous pour nous enfoncer un peu plus dans l'austérité. Les agences de notation continuent à jouer du capitalisme de connivence. Alors qu'avant la crise, personne ne s'occupait de ce qu'elles disaient, elles ont devenues incontournables ; ce sont des alibis pour imposer l'austérité.

Personne n'est dupe bien sûr et on se rend compte qu'il y a des affinités au sein de la classe dominante. D'ailleurs, tous les anciens dirigeants des vingt dernières années libellées « troisième voie » ou « social-libéralisme » qui ont démantelé leur pays en attaquant les droits sociaux un à un : Tony Blair, Gerhard Schröder (Rotschild, TNK-BP), Win Kok (Shell, ING), Göran Persson (JKL/Publicis) sont passés dans la communauté des affaires pour services rendus. Et ils ont labouré le terrain en vue des mauvais coups.

Récemment Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne déclarait dans le *Wall Street Journal* que le « modèle social européen est mort ». Et il ajoutait qu'il n'y avait aucune échappatoire à l'austérité. Tout relâchement à cet égard déclencherait aussitôt les foudres des marchés financiers. Dans la foulée, Sarkozy et la chancelière allemande imposaient un « mécanisme européen de stabilité » (MES) visant à conditionner l'aide fournie aux états européens en difficulté à la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG).

Ce traité est donc l'acceptation de l'austérité et de l'interdiction de toute politique de gauche. Il instituerait durablement une discipline budgétaire de fer. C'est dire si le positionnement de la gauche vis-à-vis de

ce projet de traité constitue un enjeu. C'est un enjeu de société.

Il est évidemment le prolongement des précédents mais il vise à officialiser l'austérité comme jamais. A tel point que François Hollande lui-même disait : « (ce traité) devra être renégocié dans un sens qui permette aussi qu'il y ait, en plus des disciplines budgétaires indispensables, un volet de croissance et d'emploi ». La BCE reconnaissant qu'elle vise à enterrer le modèle social conquis au fil des générations depuis un demi-siècle, en quoi pourrait consister un « volet de croissance et d'emploi » ?

A Bruxelles tout le monde a le mot « croissance » à la bouche. Nicolas Sarkozy s'en étouffe. Pour la Commission européenne, relancer la croissance c'est relancer le marché unique, c'est-à-dire la concurrence libre et non faussée qui a déjà fait ses preuves : délocalisations, licenciements, accords de libre échange avec

les pays à bas salaires. On a déjà prévu l'adaptation de l'austérité à chaque pays. Pour l'Italie et l'Espagne, la croissance nécessite des facilités de licenciements. Pour la Grande Bretagne, on la stimule en multipliant les accords de libre échange avec les pays à très bas salaires.

De temps en temps certains en viennent à dénoncer la « finance » en oubliant de s'en prendre aux auteurs réels : la banque et la grande industrie. Mais, dénoncer les marchés financiers pendant la campagne électorale pour mieux faire avaler la pilule de l'austérité : c'est du pipeau ! Aujourd'hui, l'austérité dans son ensemble est bel et bien décidée par des gouvernements, y compris sociaux-démocrates.

Ce traité est un piège. La gauche doit le mettre en échec car elle a un tout autre combat à mener. Un grand débat s'impose.

Daniel FILIBERTI

